

Le 1^{er} mai, je marche avec les socialistes

INTERNATIONAL ■ Le G20 à petits pas ■ Barack Obama séduit l'Europe ■ **LA FRANCE EN CRISE** ■

Les salariés d'Eurocel échoués sur le sable ■ **TERRITOIRES** ■ La solidarité en partage ■ **PORTRAIT** ■ Nicolas Liot



agenda du parti

I Vendredi 24 avril

Toulouse, meeting de lancement de campagne européenne

I Mercredi 28 avril

Strasbourg, meeting national pour les élections européennes

ESPACE ENFANTS

RENCONTRES

FILMS

FORUM
POUR UN MONDE
SANS MISÈRE

DÉBATS

ET ENGAGEMENTS

EXPOS PHOTOS

ENTRÉE LIBRE

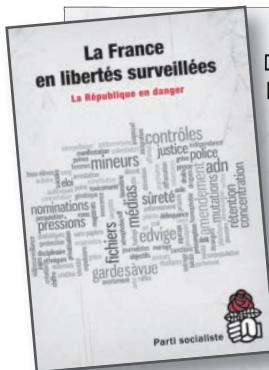
17/18/19 AVRIL DE 12H À 20H

CITÉ DES SCIENCES / MÉTRO PORTE DE LA VILLETTÉ

ORGANISÉ PAR

ATD QUART MONDE EN PARTENARIAT AVEC **face au bois** **cité**

2



Depuis l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy, la France subit un terrible recul des libertés. Ce livre élaboré par le Parti socialiste décrypte les multiples remises en cause des droits individuels et collectifs. De ADN à Zones d'attente, il dresse, en 89 mots clés, un état des lieux des atteintes aux libertés publiques orchestrées par Nicolas Sarkozy depuis mai 2007. Défendre les fondements du pacte républicain est un devoir. Cet ouvrage constitue une première contribution à ce travail.

Prix : 5 € l'exemplaire.

Renseignements au 01 45 56 78 15

1€

OFFRE VALABLE
JUSQU'à LA FIN
DU MONDE

PLANÈTE-URGENCE.ORG
1 euro = 1 arbre planté

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 76 83

- (Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrivez à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Maurice Braud
- DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32). • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Élisabeth Philippe (76.27) • MAQUETTE : Pascale Lecomte (79.44) et Joëlle Moreau (77.16)
 - Photo : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTAIRE : Odile Félix (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04)
 - ABONNEMENT : Sabine Sébah (78.57) • FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223 • ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solité Communications. Ce numéro a été tiré à 205 005 exemplaires.

le 1^{er} mai, je marche avec les socialistes



David Assouline,
secrétaire national

Le 1^{er} mai 2009 doit faire date. Après les mobilisations syndicales massives des 29 janvier et 18 mars, toutes les centrales ont décidé à nouveau d'appeler dans l'unité à une grande mobilisation le 1^{er} mai. C'est une première depuis plusieurs décennies.

Nicolas Sarkozy et le gouvernement doivent enfin entendre la voix des millions de salariés qui exigent un changement de cap économique et social et qui attendent avec de plus en plus de colère que des décisions soient prises en faveur du pouvoir d'achat et de l'emploi.

Qu'ils soient élus, militants associatifs ou syndicaux, les socialistes seront là, parce qu'ils soutiennent ce mouvement social, et parce qu'ils y participent par leurs engagements et par leurs propositions face à la crise :

la suppression de l'injuste paquet fiscal, l'arrêt du plan de suppressions de postes dans la fonction publique (en particulier dans l'éducation et à l'hôpital) ; le versement d'une aide de 500 euros pour 13 millions de personnes gagnant moins de 1,4 fois le SMIC, la baisse de la TVA pour relancer la consommation, l'accompagnement des salariés licenciés et l'arrêt des licenciements boursiers.

Le 1^{er} mai, c'est aussi l'occasion de rappeler les nécessités de solidarité et de régulation internationales, et notre conviction qu'il faut maintenant changer l'Europe que les ultra-libéraux comme Barroso conduisent à l'impuissance face à la crise internationale et son cortège d'injustices.

L'histoire des 1^{er} mai s'est souvent confondue avec celle des plus grands progrès sociaux qu'ont toujours portés les socialistes dans notre pays. Nous serons à nouveau fièrement au rendez-vous.

■ sommaire

International

Le G20 avance à petit pas	p.6
La crise a montré l'absence de puissance politique de l'Union européenne	p.8
Comment Barack Obama a séduit l'Europe	p10

France

Les salariés d'Eurocel échoués sur le sable	p.12
---	------

Dossier

Le 1 ^{er} mai, je marche avec les socialistes	p.14
--	------

Territoires face à la crise

Quand audace rime avec solidarité	p.26
La solidarité en partage	p.28

Vie du Parti

Unis contre la crise	p.30
----------------------	------

Portrait

Nicolas Liot	p.36
--------------	------

Le chiffre**27 000**

« Dans le contexte actuel de l'emploi », Nicolas Sarkozy a exhorté le nouveau ministre de l'immigration Éric Besson à écarter toute perspective de relance de l'immigration de travail, lui fixant un objectif de reconduites aux frontières à 27 000 pour 2009. Un chiffre que le ministre justifie sans complexe : « il n'est pas tombé du ciel. Il est basé, département par département, sur des estimations des personnes en situation irrégulière ». Mensonge puisque qu'aucune statistique fiable n'existe à ce jour, selon les associations d'aide aux étrangers.

Personnes âgées**Les promesses non tenues de Sarkozy**

La création d'un cinquième risque de la Sécurité sociale en faveur des personnes âgées dépendantes a été une nouvelle fois repoussée à l'automne 2009. Et, dans le même temps, le gouvernement prend des décisions qui aggravent la situation des personnes âgées : « Le 30 mars, l'État a approuvé la réduction à hauteur de 69 millions d'euros du concours qu'il apportait aux départements dans le financement de l'APA (allocation personnalisée d'autonomie) », s'insurgent les socialistes.

Crise**Martine Aubry
« condamne toutes les violences »**

Réagissant aux propos du porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, qui a accusé le PS « d'inciter à la violence », (après les heurts à Strasbourg lors du sommet de l'OTAN) Martine Aubry a expliqué qu'en

« aucun cas les violences ne peuvent être justifiées ». « Le Parti socialiste condamne toutes les violences », mais « il y a des moments où les gens n'en peuvent plus ». « Quand on est trois millions dans la rue et que le lendemain le président de la République vous dit qu'il n'y a rien à faire et qu'il va continuer comme avant, je vous assure qu'il y a des moments où les gens se disent qu'est-ce qu'il faut faire pour être entendu ? ».

**Emploi
Entreprises et seniors : pas de sanctions !**

Alors même que les plus de 50 ans sont les premiers à pâtir de la crise en matière d'emploi, une information du quotidien *Les Echos*, du 6 avril, révèle que le gouvernement aurait renoncé à appliquer les sanctions prévues contre les entreprises récalcitrantes à embaucher des seniors. Des mesures qui devaient s'appliquer dès 2010. La loi votée en 2008 prévoyait notamment une pénalité de 1% de la masse

salariale à l'encontre de sociétés non couvertes par un accord ou un plan d'action sur les seniors.

Automobile**Continental licencie en Europe et investit en Chine**

Tandis que l'équipementier automobile Continental prévoit la fermeture des sites de Clairoix en France et Hanovre en Allemagne, menaçant ainsi 1900 emplois, on apprend qu'il poursuit de lourds investissements en Chine. Le 6 avril, le groupe a inauguré un nouveau centre de recherche et développement près de Shanghai. Les salariés européens ont prévu de manifester à Hanovre le 23 avril prochain.

**Page réalisée par
Fanny Costes**



L'image de La semaine

Au Brésil, « ma maison, ma vie »

L'extension des bidonvilles est devenue une préoccupation majeure au Brésil. À Rio de Janeiro, un habitant sur quatre vit dans l'une des quelque 700 favelas. Face au développement de ces logements précaires et souvent insalubres, le Président Lula a lancé fin mars le plus grand programme de construction de logements sociaux depuis trente ans. L'objectif du projet baptisé « ma maison, ma vie » est de construire un million de petites maisons et appartements. 40 % de ces logements seront réservés aux familles dont le revenu est inférieur à 465 euros. En échange, elles verseront à l'État pendant dix ans une somme n'excédant pas 10 % de leurs revenus.

Le G20 avance à petits pas

Le sommet du G20 marque une avancée. Réunis à Londres, le 2 avril, grands pays industrialisés et pays émergents se sont accordés sur les premières mesures d'une régulation économique mondiale. Le renforcement d'institutions internationales comme le FMI ou l'OMC va dans le bon sens. Reste qu'au-delà d'« un diagnostic commun », il faut désormais, comme l'a rappelé **Martine Aubry** le 6 avril, mettre en œuvre les règles d'un nouveau modèle « pour que l'économie passe devant la finance ».

- **1 000 milliards de dollars supplémentaires via les grandes organisations économiques mondiales**

Cette décision actée par le G20 est peut-être la plus forte et la plus concrète. Même s'il faudra s'assurer que l'argent promis arrive bien jusqu'aux grandes organisations concernées, au FMI en premier lieu qui voit son budget tripler. « La Banque mondiale et surtout le FMI sortent renforcés du G20. Et un principe de précaution : jusqu'ici, le FMI soutenait des pays de petite taille ; avec la crise, il se peut qu'il doive se pencher sur des nations autrement plus fortes, dont les difficultés imposeront des mesures forcément plus coûteuses – comme le Mexique, membre

du G20, qui a reçu la semaine dernière près de 50 milliards de dollars. Au total, il sort du sommet de Londres fort d'un budget de 750 milliards de dollars ! Outre les ressources qui seront affectées par des prêts bilatéraux et de nouveaux accords généraux d'emprunt ou d'émission du FMI sur le marché, a été décidée une nouvelle allocation des droits de tirages spéciaux (unité de compte du Fonds constituée de dollars, d'euros, de livres sterling et de yens). Avec cette manne, le FMI pourra remplir deux missions décisives : son rôle de soutien aux économies en difficulté et son rôle d'alerte, un peu comme une agence de notation économique mondiale qu'il constituera avec le nou-



veau conseil de stabilité financière », souligne Guillaume Bachelay, secrétaire national du PS à l'industrie, aux entreprises et aux NTIC.

Dans l'ombre du G20, Sarkozy lâche le Tibet

Le Président chinois, Hu Jintao est sans doute l'un des grands vainqueurs du G20. Une poignée de main à Obama, l'assurance d'obtenir un droit de vote au sein du FMI et pour clore le tout, un petit cadeau de Nicolas Sarkozy. Pour se réconcilier avec la Chine, le Président français a opté pour une solution assez navrante en déclarant : « La France mesure pleinement l'importance et la sensibilité de la question du Tibet ; elle réaffirme qu'elle s'en tient à la politique d'une seule Chine et à sa position selon laquelle le Tibet fait partie intégrante du territoire chinois, conformément à la décision prise par le général de Gaulle qui n'a pas changé et ne changera pas ».

- **La publication par l'OCDE d'une liste noire des paradis fiscaux**

C'était l'un des sujets les plus attendus du sommet de Londres : mettre fin aux paradis fiscaux, ces territoires qui brassent des sommes d'argent considérables en toute opacité. Le résultat est décevant car une simple publication n'arrêtera pas les pays concer-

nés dans leurs pratiques. Le G20 a évoqué la possibilité de sanctions sans entrer dans le détail. « Ça va dans le bon sens en termes d'affichage. Mais il faut que chaque pays prenne des engagements. La sanction principale serait l'interdiction de toute transaction financière avec ces pays », explique



AFP/Eric FEFERBERG

Michel Sapin, secrétaire national du PS à l'économie. Le G20 aurait donc pu aller beaucoup plus loin et viser l'interdiction des paradis fiscaux. Mais les enjeux semblent avoir freiné les pays qui, comme la France, se sont contentés de grandes déclarations de principe. « Rien n'interdit, par exemple, au Président français de fixer comme condition aux milliards de garanties qu'il a débloqués pour nos banques, le renoncement par chacune d'elle à toute transaction en provenance ou à destination d'un paradis fiscal ! Il existe

même une loi votée par la gauche en 2001 qui rend cette décision possible : la loi portant sur les Nouvelles régulations économiques (NRE) prévoit cette modalité par publication d'un simple décret. Alors, ce qu'on a envie de dire à Sarkozy, c'est : "chiche" ? », lance Guillaume Bachelay.

• **Le G20, une première étape vers une nouvelle gouvernance économique mondiale ?**

« Le G20 ne peut pas en un jour rentrer dans le détail. On jugera réellement du caractère historique ou non de ce G20 au détail qu'il convient maintenant de mettre en œuvre. En France, il est nécessaire que Nicolas Sarkozy fasse à Paris ce qu'il a signé hier à Londres, en prenant les décisions qui s'imposent.», estime encore Michel Sapin. Car le G20, s'il a abordé quelques grandes questions et accouché de petites décisions, n'est qu'un balbutiement. Et certaines questions ont manqué d'être discutées : « Si l'on souhaite la régulation financière, le G20 est un petit pas, non un pas de géant. Les chefs d'Etat et de gouvernement sont restés évasifs sur l'encadrement annoncé des rémunérations des traders ou des agences de notations : on attend la suite, c'est-à-dire des mesures précises dans chaque Etat. Surtout, trois enjeux essentiels ont été délibérément évités : le retour du crédit pour faire redémarrer

Le Groupe des 20 (ou G20)

Créé en 1999 suite aux crises financières successives des années 1990, le groupe des 20 réunit l'Allemagne, l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la Corée du Sud, les Etats-Unis, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni, la Russie, la Turquie et l'Union européenne. Depuis novembre 2008, ce sont les chefs d'Etat et de gouvernement, non plus les ministres des finances, qui se rencontrent, crise oblige. Cette réunion a pour but de favoriser la stabilité financière internationale et de créer un dialogue entre pays industrialisés et pays dits émergents, ce qui était impossible au sein du G7. Les actuels membres du G20 regroupent plus de 65% de la population mondiale, et représentent les 2/3 du commerce mondial et plus de 90 % du PIB mondial.

l'économie réelle, ce qui suppose de sortir les actifs toxiques des banques et d'en finir avec la « titrisation » ; la réorganisation du système monétaire mondial et la fin de l'étalement dollar ; et la manière dont le G20 compte s'y prendre pour prévenir le risque d'insolvabilité des Etats qui ont acheté de la dette publique à coup de dizaines ou de centaines de milliards de dollars, d'euros, de yen ou de yuan », déplore Guillaume Bachelay.

Fanny Costes

« La crise a montré l'absence de



Changer de modèle économique et financier. L'ambition du G20 aurait d'abord dû être celle de l'Union européenne. Une Union qui depuis le début de la crise s'est montrée incapable de prendre des décisions coordonnées. La Commission européenne, présidée par le libéral José Manuel Durao Barroso, est la première responsable de l'inaction, selon **Henri Sterdyniak, directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE.**

Depuis le début de la crise, comment caractériseriez-vous l'action de l'exécutif européen ?

Il faut d'abord dire que ce G20 n'a rien apporté de concret pour l'Europe. On en est resté aux plans qui avaient été décidés en matière nationale, entre 1 et 2 % des PIB. C'est très insuffisant.

Depuis le début de la crise, la Commission européenne, organe propositionnel par excellence, a été inexistante. C'est une faillite complète : elle n'a ni été une force de proposition ni une force de coordination.

Aujourd'hui on se rend compte que la France, l'Allemagne ou le

Royaume-Uni ont la capacité d'avoir des projets pour l'économie mondiale, ce que n'ont pas la République tchèque, le Luxembourg ou la Commission. En matière de politiques financières ou budgétaires, chaque pays a géré sa propre stratégie indépendamment des autres. La Grande-Bretagne a été la



L'Europe va devoir reconstruire son secteur automobile et produire d'autres types de voitures.

puissance politique de l'UE »

seule à baisser son taux de TVA. Les autres ont finalement estimé que ce n'était pas une bonne idée. Il n'y a donc pas eu de volonté de coordonner les processus de relance. Et la Commission n'a surtout pas essayé d'impulser les États dans ce sens. Elle s'est contentée de fermer les yeux sur le non respect du pacte de stabilité et de croissance. Elle a fermé les yeux sur le fait que l'aide aux banques ne respectait plus les principes de la concurrence. On ne peut pas dire que ce soit très porteur comme attitude.

Peut-on dire que la crise a révélé le retour des États et l'absence d'intégration européenne ?

Elle a montré l'absence de puissance politique de l'Union européenne. On peut largement mettre en cause José Manuel Durao Barroso. Il n'est pas à la hauteur de ce qu'on pouvait attendre d'un président de la Commission européenne. Il est loin d'avoir l'autorité qu'a pu avoir Jacques Delors en son temps. Il n'a pas réussi à s'imposer. Il fallait changer de politique, abandonner la posture qui tendait à aller vers toujours plus de libéralisme et de limitation du poids des États. Il aurait fallu que l'Europe profite de l'occasion pour demander des réformes profondes dans le

système financier international. Mais Barroso n'a rien vu. On a en effet joué chacun pour soi. Et personne ne s'est aventuré à mettre en cause les stratégies des pays responsables de la crise financière au départ. D'abord, la Chine, car elle ne consomme pas assez. Il faut absolument qu'elle relance ses salaires, sa protection sociale et qu'elle crée de la demande. La deuxième coupable est l'Allemagne car elle a empoisonné les pays voisins en faisant des gains sur les salaires, des gains de compétitivité sur le dos des autres. Les États-Unis, eux, ont vécu à crédit et laissé se développer une croissance basée sur l'endettement qui n'était pas soutenable. Et le Royaume-Uni a procédé comme les États-Unis à moindre échelle. Ces quatre pays doivent changer de stratégie. Et au niveau européen comme au niveau mondial, il aurait fallu qu'on leur donne des coups sur la tête. Naturellement on n'a pas osé le faire, car ce sont les pays les plus puissants.

Qu'aurait dû faire l'UE et que devrait-elle encore faire ?

Elle devrait mettre en œuvre un plan de relance de l'activité plus puissant et coordonné, notamment en direction des ménages les plus pauvres, ou des personnes touchées par le chômage. Elle

devrait aller dans le sens d'un nouveau modèle de système financier, un modèle tourné davantage vers les banques en leur demandant de se consacrer aux crédits aux ménages et aux entreprises, et non plus à la spéculation. Épurer le passé, brader les actifs toxiques et repartir sur de nouvelles bases pour avoir un système bancaire plus solide et moins injuste.

Il faut par ailleurs réfléchir à la politique industrielle européenne et accepter de soutenir massivement les secteurs en difficulté. Il va falloir reconstruire notre secteur automobile pour qu'il produise d'autres types de voitures. Il faut sans doute aider le secteur du bâtiment pour là encore construire des logements et structures beaucoup plus respectueux de l'environnement. Il y a de la place pour une politique européenne industrielle basée sur l'emploi et le changement du type de croissance. Certaines initiatives fortes auraient pu être prises par l'UE, via la Commission ou le Conseil européen, et qu'elle n'a pas osé prendre. Un système dissymétrique où les trois grands pays se partageraient le pouvoir n'est pas la solution. Mais d'abord il faudrait que la Commission accepte d'exister.

***Propos recueillis par
Fanny Costes***

Comment Barack Obama a séduit l'Europe



Frédérique Roussel est chargée de la question américaine au parti. Elle commente la prestation de Barack Obama au sommet de l'Otan et au G20. Selon elle, la diplomatie et les relations internationales devraient évoluer dans un meilleur climat que pendant la période Bush.

Alors que sa première vraie sortie internationale se termine, quel bilan peut-on tirer de ses premiers pas de nouveau Président des États-Unis ?

Pour ce qui est des grands chantiers du G20, on peut dire qu'il a obtenu des résultats satisfaisants, même s'il est difficile de résoudre tous les problèmes en une journée de travail. Je suis assez optimiste, étaient présents au G20 des partenaires comme l'Association des nations d'Asie du Sud-Est, l'Union africaine, des responsables des Nations unies, de la Banque mondiale et du FMI. Obama tend la main, cherchant à renouer le dialogue avec les acteurs stratégiques tel que l'Iran, la Syrie et la Palestine, contrairement à George Bush.

Son style décontracté peut-il se retrouver sur le terrain diplomatique ?

Barack Obama a une vision pragmatique des choses. Il est dans la « real politique ». Son arrivée va sans doute permettre d'ouvrir de nouvelles discussions, y compris avec les pays qui sous George Bush faî-

saient partie de « l'axe du mal », ceux qui étaient bannis hier. Il a envoyé des émissaires à l'étranger, dans le discours au moins, il essaie de renouer avec l'Iran par exemple. Il s'est

montré pragmatique avec la Turquie, il a un discours clair avec les Palestiniens. En terme de gestion des affaires étrangères, cela change du tout au tout avec la période précéd-



dente. Obama essaie de conforter les instances internationales sur lesquelles il a la volonté de s'appuyer. Sa vision du monde est multilatéraliste. Reste à voir si le discours s'adapte aux actes.

Que dire de son premier sommet de l'Otan ?

Il s'est montré ouvert à la discussion encore une fois. On l'attendait au tournant sur l'Afghanistan. C'est finalement une réussite car il a su mobiliser ses partenaires. Il a obtenu un renforcement de l'aide sur le plan diplomatique, même si la



AFP/Ralph Orlowski

La mondialisation progressiste ? C'est possible !

La troisième édition du Forum progressiste global s'est tenue les 2 et 3 avril derniers à Bruxelles. Alors que les principaux chefs d'État de la planète étaient réunis à Londres pour le G20, l'ensemble du mouvement progressiste se retrouvait pour apporter, au-delà de ses analyses, des éléments de réponse à la crise et proposer une alternative à l'ultralibéralisme. Quelques socialistes français étaient présents comme Lionel Jospin, Harlem Désir, Kader Arif, Pascal Lamy, Henri Nallet ou Pervenche Berès... Outre les chefs des partis socialistes et des dirigeants syndicaux, associatifs ou animateurs d'ONG, plusieurs personnalités politiques ou économiques ont débattu dans cette enceinte comme Dominique Strauss-Kahn, Amartyan Sen, Joseph Stiglitz, Taslima Nasreen, Howard Dean, ou encore, Bill Clinton. Dans son discours inaugural, l'ancien président des États-Unis a expliqué que les progressistes incarnent désormais la génération du « comment ». « Pour être crédible, il ne faut plus simplement parler de changement, mais dire maintenant comment nous allons changer le monde. Il faut transformer les bonnes intentions en changement possible ». Un credo qui demande un effort d'imagination et de volontarisme sans précédent.

Pierre Kanutty

France ne s'engagera pas au-delà de ce qu'elle avait annoncé, l'envoi de 150 gendarmes. C'est le retour de la diplomatie au profit de la force. Mais l'administration Obama peut également se montrer ferme.

En quelles occasions ?

Ce n'est pas parce que l'administration Obama est plus ouverte que l'administration Bush qu'elle est molle et faiable. Il faut rester vigilant quant aux projets qu'ils ont sur le Pakistan. L'éventualité de rebomber le Pakistan n'a pas été écartée. On a vu aussi sa réaction, rapide, sur le tir lancé par la Corée du Nord. Ce ne sont pas des naïfs non plus. Mais s'il devait y avoir des actions, je pense qu'il y aurait cette fois-ci concertation au sein de l'Onu et de l'Otan. On est, en tout cas, en droit de l'attendre.

Sur les questions environnementales, il semblerait que l'on ait trouvé quelqu'un avec qui parler...

Les Européens auront plus de facilité à discuter avec Barack Obama de ces questions et de l'adoption du protocole de Kyoto qu'avec son prédécesseur. Dans le budget qu'il a fait voter par le Congrès, on trouve beaucoup d'investissements dans les énergies renouvelables. Selon lui, elles peuvent constituer un fer de lance pour la relance économique. Il a également fait passer une loi sur la préservation des espaces naturels. Réaliste, il a bien compris les enjeux qui pèsent sur la période en matière d'environnement. Il faut dire que les États-Unis ont mal payé de ces changements climatiques, en inondations, en tornades...

***Propos recueillis par
Stéphanie Platat***

Les salariés d'Eurocel échoués sur le sable

Les 76 salariés d'Eurocel, un fabricant de feuilles de cuivre du Calvados, ont été mis sur la touche. L'entreprise est pourtant rentable, mais les patrons veulent profiter des ravages de la crise pour délocaliser discrètement. Reportage.

Pendant la crise, les bonnes affaires continuent. Ainsi, les propriétaires de l'entreprise Eurocel ont décidé, fin 2008, de fermer le site de l'usine de Dives-sur-Mer (5 000 habitants, Calvados). Motif invoqué : la concurrence chinoise, bien sûr ! Les licenciements ont eu lieu en décembre. Dans les ateliers, machines et matières premières sont toujours là, intactes. La valeur de la PME a été estimée, en 2007, par le cabinet Secafi-Alpha à 14 millions d'euros. Au final, 76 salariés restent sur le sable... Seuls six ont retrouvé un emploi, dont quatre à temps partiel. Le Calvados est frappé de plein fouet par la crise de l'automobile, rendant les perspectives d'embauche très hypothétiques pour la plupart. « Certains sont âgés, parfois leur femme ne travaille pas. Il faut encore financer les études des enfants, payer le crédit immobilier. Les propriétaires d'Eurocel ont sacrifié 76 familles pour gagner plus d'argent, un point c'est tout », explique Éric Kerbrat, délégué CGT qui a mandaté un expert pour vérifier si le manque de compétitivité du site est avéré.

Eurocel opère sur une niche d'activité. La PME s'est hissée au rang de numéro un européen de la fabrication de feuilles de cuivre par électro-déposition, avec 33 % de part de marché et environ 3 800 tonnes de feuilles de cuivre produites en 2007. Celles-ci servent notamment à la fabrication de cartes pour circuits imprimés, très demandées dans l'électronique et l'informatique. Cette compétence n'est maîtrisée en France que par les 76 ouvriers spécialisés d'Eurocel. Malgré une chute d'activité, le chiffre d'affaires réalisé en 2008 s'élève à 17 millions d'euros, la société continuant à dégager un bénéfice de 0,5 million. Née en 1986 sur les ruines de Trémétaux, une filiale de Péchiney qui a employé jusqu'à 2 000 salariés dans la région, Eurocel symbolisait la reconversion industrielle de Dives-sur-Mer. Seulement, Péchiney s'est progressivement désengagé de la PME au profit du japonais Mitsui. Ce dernier a fini par vendre Eurocel, en février 2007, à Green Recovery, une holding financière dont le siège se trouve à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine).

Contrairement à ce que pourrait faire penser son nom, cette dernière est une société française qui regroupe des hommes d'affaires ayant fait fortune en créant leur entreprise. Depuis, ils se consacrent au rachat de PME en difficulté, aussi bien dans le domaine de l'aéronautique, que de la production de cloisons ou de vaissele jetable.

Des promesses non tenues

À l'époque, les acquéreurs s'étaient engagés à reprendre, pour un minimum de deux ans, tous les salariés avec leur ancienneté. « Les nouveaux actionnaires et le management comptent pérenniser et développer l'activité de la société tant sur ses marchés historiques que sur de nouvelles niches à fort potentiel », soulignait d'ailleurs à l'époque la banque française Close Brothers qui conseillait Mitsui dans la vente de sa filiale. « Nous aimerais faire la lumière sur les conditions de cession qui nous semblent très avantageuses, compte tenu des quelques éléments dont nous disposons », prévient le maire de Dives, Pierre Mouraret.



D.R. Merchadier/Tollaiez

Très vite, un collectif s'est constitué pour soutenir les Eurocel. « Les salariés sont très mobilisés. Ils viennent pour la plupart de Trefimétaux, qui disposait d'une forte culture syndicale, analyse Damien Cesselin, secrétaire fédéral du PS dans le Calvados. Pour cette raison, leur lutte est exemplaire, d'autant qu'ils n'hésitent pas à mettre au point de nouvelles manières d'attirer l'attention de l'opinion publique. » Les salariés d'Eurocel se battent sur tous les fronts : journées d'actions intersyndicales, une procédure aux prud'hommes, une demande d'expertise sur les comptes de la PME...

Mais, l'initiative la plus origi-

nale est sans conteste l'organisation d'une photographie à partir d'un ULM. On y voit les salariés réunis sur la plage de Cabourg, la ville jumelle de Dives, avec femmes et enfants, valises dans le sable. Ils ont parfois trente ans, plus souvent la cinquantaine, la face burinée par les embruns et le travail en usine. Les 76 familles sont littéralement échouées sur la plage, suite à la fermeture de leur usine. « On ne peut pas les laisser ainsi », souffle Jean-Pierre Toilliez, concepteur de cette image-choc, président de l'association Cabourg pour tous et membre du comité de vigilance sur l'avenir de l'usine. Depuis cette photo, au moins

un repreneur s'est manifesté. Mais les salariés attendent une offre concrète. « Le gouvernement fait des lois qui favorisent les délocalisations », remarque Patrice, un agent de maîtrise.

Sur place, le PS s'est engagé aux côtés des Eurocel. Revenus au local de la CGT, les salariés plaisent, clope au bec ; les cafés circulent. « Il y a malheureusement des patrons qui licencient en raison des difficultés engendrées par la crise. Dans votre cas, il ne s'agit pas de cela : vous avez affaire à des voyous qui profitent de la crise pour se remplir les poches », s'emporte Clotilde Valter, candidate aux élections européennes dans la région. Elle rappelle aussi que « les partis socialistes européen ont un projet commun, le Manifesto qui préconise un salaire minimum dans tous les pays de l'Union afin d'entraver le dumping social et la concurrence des salariés entre eux. Je suis, en outre, favorable à une loi de modernisation sociale au niveau européen, qui rendrait les licenciements plus onéreux. » Même constat pour Damien Cesselin. Selon lui, « le PS doit ouvrir des perspectives en cette période de crise mondiale en rétablissant une forme d'autorisation administrative de licenciement et en menant enfin, au niveau européen, une politique industrielle permettant d'irriguer le tissu productif. » La lutte des Eurocel ne fait que commencer.

Olivier Vilain

Le 1^{er} mai, je marche

Dans quelques semaines, Paris, comme des dizaines d'autres villes en France, accueillera le traditionnel défilé du 1^{er} mai. Traditionnel, mais pas tant que ça. Ce sera par exemple la première fois que les huit principaux syndicats français foulent le pavé de la capitale ensemble, au sein du même cortège. Également, c'est une manifestation qui se déroulera dans un contexte social et économique d'une rare gravité et qui réclamera d'une seule voix un changement de politique à Nicolas Sarkozy. Pour leur part, et pour toutes ces raisons, les socialistes marcheront le 1^{er} mai 2009 à Paris.

14

Sommaire

- « Ce 1^{er} mai est porteur d'espoir pour l'avenir du syndicalisme français ». Interview de René Mouriaux p16
- Quatre dates-clé dans l'histoire du 1^{er} mai p.19
- Dans la crise, les syndicats affirment leur rôle dans l'unité. Les points de vue de Bernard Thibault (CGT), Jean Grosset (Unsa), Gérard Labrune (CFE-CGC), Jean-Claude Mailly (FO), Jacques Voisin (CFTC), Annick Coupé (Solidaires), Marcel Gringnard (CFDT) et Gérard Aschieri (FSU). p20 à 25
- Sept secrétaires de section expliquent au fil du dossier les raisons de leur présence dans le cortège le 1^{er} mai.



avec les socialistes !



« Ce 1^{er} mai est porteur d'espoir pour

Un baromètre de l'emploi morose, un plan de relance oubliant les salariés, un patronat toujours plus libéral que jamais, il n'en fallait pas plus pour rassembler tous les syndicats derrière la même banderole pour le 1^{er} mai prochain. Ne nous y trompons pas, cette unité retrouvée est aussi exceptionnelle que l'est la crise économique qui frappe le pays. Une unité fragile mais porteuse d'espoir comme l'explique René Mouriaux, politologue et auteur de nombreux ouvrages sur le syndicalisme français.

Les syndicats de salariés ont annoncé qu'ils défileraient unis le 1^{er} mai prochain. Peut-on pour autant parler de situation exceptionnelle ?

Bien sûr. Depuis sa création en France en 1889 par le Parti ouvrier Français, rares sont les 1^{er} mai qui se sont déroulés avec un front syndical uni. Il n'y a guère que ceux de 1936 et de 1937 qui, avec le Front populaire, ont vu des mouvements unitaires. L'espoir et l'élan de la gauche au pouvoir y étaient pour beaucoup. C'est aussi la première fois depuis l'après-guerre que tous les syndicats ouvriers seront réunis, jamais la CGT et FO ne se sont ainsi rapprochés, pareil pour la CFTC et la CFDT. Si on y ajoute que la CFE-CGC, d'idéologie libérale, rejoint les rangs, on a un rassemblement historique !

Qu'est-ce que cette "union sacrée" dit de l'état du pays?

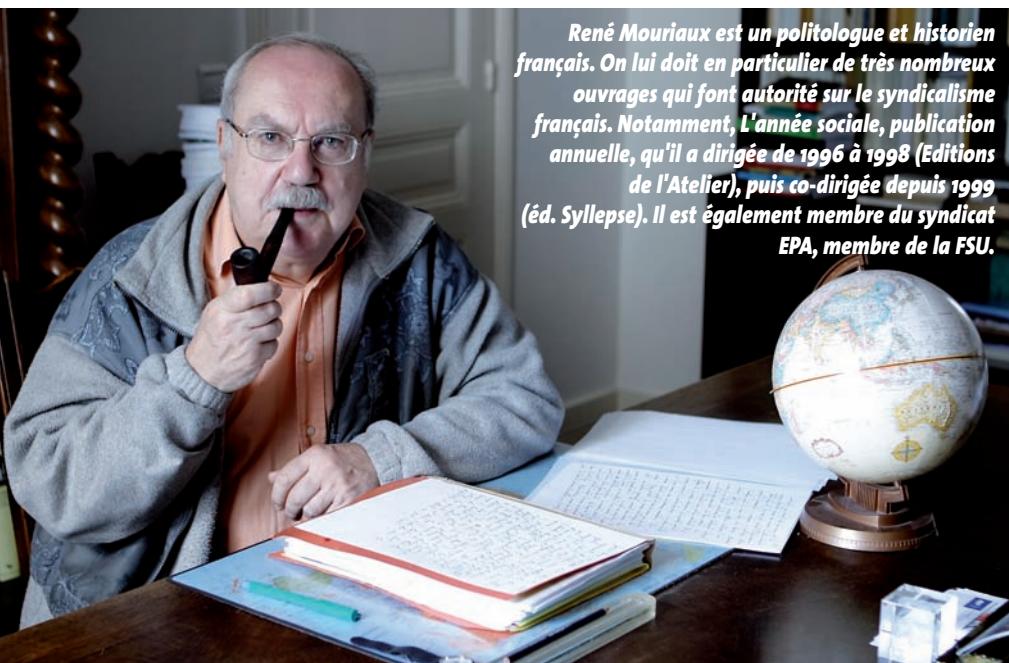
Il y a un grand mécontentement et beaucoup d'impuissance chez les salariés. En cette période de crise économique et de remontée du chômage, les contraintes d'action sont aussi très importantes. Faire grève peut facilement faire le jeu des patrons qui voient ainsi leurs stocks diminuer sans indemniser le chômage partiel ! Les syndicats sont conscients de toutes ces difficultés et font preuve de responsabilité en se présentant unis ces dernières

semaines. Et c'est une condition *sine qua non* car en face, Laurence Parisot et le Medef sont plus arc-boutés que jamais sur leurs droits.

Au-delà, ce 1^{er} mai s'annonce comme un grand rassemblement citoyen. Des salariés, pas forcément syndiqués, rejoindront le cortège. Qu'est-ce qui est à l'origine d'une telle mobilisation?

Compte tenu du faible taux de syndicalisation il y a forcément dans tous les cortèges des salariés non-syndiqués. Seulement cette fois, les salariés du privé, peu syndiqués en général, viennent en masse car ils voient bien que le chômage est à leur porte. Les chiffres catastrophiques du chômage et les scandales des parachutes dorés ont marqué durablement les esprits. Cependant, la mobilisation ne se transforme pas pour l'instant en adhésion aux syndicats. Les gens vont descendre dans la rue pour défendre leur emploi ou, dans le pire des cas, améliorer leurs conditions de licenciement. Il n'y aura pas de véritable message revendicatif. Il est aussi largement question de sentiment d'injustice dans cette mobilisation. Il faut dire que la différence de traitement entre les salariés et les entreprises dans le plan de relance gouvernemental y est également pour beaucoup. Ils ont bien conscience que beaucoup d'efforts ont été fait pour les

l'avenir du syndicalisme français >>



René Mouriaux est un politologue et historien français. On lui doit en particulier de très nombreux ouvrages qui font autorité sur le syndicalisme français. Notamment, L'année sociale, publication annuelle, qu'il a dirigée de 1996 à 1998 (Editions de l'Atelier), puis co-dirigée depuis 1999 (éd. Syllèphe). Il est également membre du syndicat EPA, membre de la FSU.

17

banques et l'industrie, et que les miettes sont pour eux.

Après le 29 janvier et le 19 mars, le 1er mai. Ces mouvements répétés peuvent-ils finir par infléchir la politique de Sarkozy? Dans le passé, de tels mouvements ont-ils abouti à un changement de cap?

Bien sûr que des mouvements sociaux répétés peuvent faire vaciller un gouvernement et le forcer à changer de cap. Rappelez-vous le CPE ! C'était il n'y a pas si longtemps et les manifestations ont entraînés la chute de cette mesure... et de Dominique de Villepin. Mais ce n'est pas dans le tempérament de Nicolas Sarkozy de céder sous la pression populaire. Il est aussi très habile pour feindre la compassion. Il trouvera des portes de

sortie pour se dédouaner, en expliquant par exemple qu'il applique strictement les décisions prises par le G20. Il a d'ailleurs déjà prévu de rencontrer les partenaires sociaux en juin prochain pour faire le bilan des premières mesures. Et à ce moment-là, il aura le beau rôle de modifier ou compléter des mesures prises ces derniers mois pour atténuer la colère.

Mais en attendant, la colère peut-elle s'exprimer autrement? On parle beaucoup de la radicalisation des mouvements sociaux...

On sait que Nicolas Sarkozy a eu peur d'une contagion des émeutes grecques en France. Cela aurait pu se passer un peu plus tôt si les mouvements contre le

CPE s'étaient joints aux évènements dans les banlieues. Tout le monde a eu une frousse incroyable en voyant ces jeunes délaissés s'en prendre à leurs quartiers. Personne n'a pris le risque de dire à ce moment-là que ce mal-être était légitime. Bien que la situation soit difficile, la France n'est pas dans la même situation que la Grèce. La « génération 200 euros » n'existe heureusement pas ici. Je ne crois donc pas à l'apparition d'une forme de lutte violente comparable. Les récentes séquestrations de patrons restent très ponctuelles et déconnectées du reste du mouvement. Et enfin, les luttes ont du mal à se rejoindre. L'appel des appels⁽ⁱ⁾, c'est bien, mais reste rhétorique. Les situations dans lesquelles se trouvent les personnels hospitaliers, les enseignants, ou les salariés de l'industrie ne sont pas si déconnectées que ça, mais on ne sent pas vraiment poindre un mouvement de colère général et organisé.



Annie Capezza Minassian, 55 ans, secrétaire de la section Marseille 3, militante PS depuis 40 ans.

Les ouvriers et tous les gens qui ont des valeurs morales doivent défendre le droit du travail et le droit au travail. Il faut préserver cet acquis car on ne sait pas encore pour combien de temps nous l'aurons. Il est suspendu comme une épée de Damoclès. Je serai dans la rue car je suis scandalisée par les injustices sociales. Je comprends qu'un patron puisse gagner de l'argent, mais certains partent à la retraite avec une somme d'argent qu'il me serait impossible d'amasser en soixante ans de vie. À côté de ça, je vois des familles qui ont à peine 1000 euros pour vivre, qui ne savent plus ce que c'est que d'aller au cinéma ou au théâtre. Et encore à Marseille, nous avons la chance d'avoir la mer, comme loisir gratuit pour les enfants. Mais ailleurs ? C'est la misère morale et humaine. Nous vivons un séisme avec un président fantoche qui a promis monts et merveilles et qui finalement en fait encore moins que Chirac.

Pensez-vous que cette unité retrouvée peut marquer un tournant dans la lutte sociale ?

C'est la grande question. Tout le monde veut faire bloc face à la crise, au patronat et au gouvernement mais c'est un équilibre fragile. Ce n'est pas une unité de sentiments et de convictions, mais avant tout une unité de conjoncture. L'accord Unedic et l'accord sur les régimes de retraites complémentaires ont laissé de graves séquelles dans les relations entre les différents acteurs. Si le gouvernement fait un geste suffisamment fort, il est possible que certains syndicats s'en contentent et quittent l'intersyndicale. Dans le même temps il y a un véritablement mouvement de rapprochement entre les différentes organisations syndicales, et le changement de règle de la représentativité avec le seuil des 10 % n'y est pas pour rien. On sait par exemple qu'un rapprochement est en discussion entre la CGT et la FSU. Ce sont des alliances comme celles-ci qui peuvent donner du souffle au mouvement syndical français, il faut inévitablement que l'offre syndicale se clarifie pour attirer les salariés.

Ou bien les syndicats sont capables d'apporter des réponses aux inquiétudes des salariés et cette crise peut être un levier pour eux, ou bien ils se fragmentent toujours plus et ils continueront à s'enfoncer. Ce 1^{er} mai donne un petit coin de ciel bleu dans le paysage syndical.

Propos recueillis par Damien Ranger

1. L'appel des appels : Des professionnels du soin, du travail social, de la justice, de l'éducation, de la recherche, de l'information, de la culture et de tous les secteurs dédiés au bien public, ont décidé de "se constituer en collectif national pour résister à la destruction volontaire et systématique de tout ce qui tisse le lien social"

Quatre dates-clés

L'OURS



1^{er} mai 1936

À 48 heures seulement de l'élection de la première coalition républicaine de centre gauche - le Front populaire -, l'enthousiasme est de mise. D'autant que cinq jours plus tôt, le 26 avril, le premier tour des législatives a mis les formations politiques

constitutives de ce rassemblement en position de l'emporter. Ce, deux mois à peine après le congrès confédéral de Toulouse (2-5 mars) qui a entériné la réunification de la CGT et de la CGTU, co-signataires du rassemblement populaire. Pour éviter toute provocation inutile, la CGT ne prend pas part au cortège. Aussitôt élu, le gouvernement présidé par Léon Blum prend des mesures historiques pour les travailleurs, à commencer par la semaine de 40 heures, les deux premières semaines de congés payés et la reconnaissance du droit syndical.



1^{er} mai 1946

Au lendemain de la guerre, la gauche appelle la classe ouvrière, en proie à des conditions de vie difficiles, à se mobiliser massivement. La menace d'une reprise des hostilités agite les esprits. Nombreux sont ceux qui pensent qu'un nouveau conflit est possible et qu'il affaiblirait considérablement les plus démunis. Après l'effondrement du front intérieur allemand, il s'agit donc de manifester la solidarité aux salariés de tous pays - vainqueurs ou vaincus - pour retrouver le chemin de la lutte de classe. Le 1^{er} mai est à cet égard un moment fort dans la reprise des luttes revendicatives, d'autant que les illusoires augmentations de revenus, suivies de près par le blocage des salaires, n'ont fait que cacher la dévaluation, l'augmentation du coût de la vie et les restrictions alimentaires. Le message est clair : mobiliser la classe ouvrière contre le capitalisme et un nouveau conflit, au-delà même de nos frontières.



AFP

1^{er} mai 1968

Depuis 1954 et le début de la guerre d'Algérie, toute manifestation était interdite à Paris, par crainte d'attentats dans la capitale. Le

défilé du 1^{er} mai n'échappe pas à la règle. Le verrou saute en 1968. Ce qui vaut à la population d'investir massivement les rues pour la première fois depuis quatorze ans. De nombreuses délégations étrangères sont de la partie, comme celles du Nord Vietnam ou du FLN. De la République à la Bastille, le défilé commun CGT-PCF-PSU marque l'unité des salariés. Conjuguée à la révolte étudiante, elle fera plier le gouvernement quelques semaines plus tard.

19

1^{er} mai 2002

Cette année-là, les manifestations de la Fête du Travail ont une connotation particulière entre les deux tours de l'élection présidentielle, à cause de la présence, au second tour, du candidat du FN, Jean-Marie Le Pen. La colère gronde dans ce qui sera l'un des rassemblements les plus importants depuis la Libération. Le même jour, les manifestants commémorent la disparition de Brahim Bouarram, jeté dans la Seine le 1^{er} mai 1995, en marge d'un défilé du FN. L'émotion est à son comble. Les résultats du 5 mai ne feront que confirmer l'ambiguité de cette élection présidentielle.

Bruno Tranchant



AFP

Dans la crise, les syndicats affirment leur unité



20

Le 1^{er} mai prochain et pour la première fois, les huit syndicats de salariés seront unis au sein d'un même cortège pour porter une plateforme de revendications communes et contraindre gouvernement et patronat à la négociation, et à l'instauration de mesures d'urgence efficaces. Si ces derniers n'agissaient pas, l'intersyndicale prévoit déjà une accélération des mobilisations. Pas question de lâcher.



Sylvain Brousse, 21 ans, secrétaire de la section de Ostwald, militant PS depuis 2005.

Je suis étudiant en philosophie, je vais manifester le 1^{er} mai pour la défense du service public.

Mais je pourrais aussi manifester contre les heures supplémentaires, pour défendre les 35 heures ou encore le pouvoir d'achat. Je suis à Strasbourg et j'ai assisté au retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Je pourrais aussi manifester contre ça. On peut faire un paquet global de nos mécontentements, mais cela risque d'éduquer le message. En ce 1^{er} mai, je me concentrerai donc sur la lutte contre la casse globale du service public, contre la RGPP et pour la défense des ouvriers. Je pense que nous devons aussi nous réapproprier les combats des travailleurs, il ne faut pas oublier que nous sommes leader des partis de classe. C'est primordial d'être sur ce terrain là un 1^{er} mai.

« Le gouvernement devra tôt ou tard répondre aux revendications »

Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT

« La CGT développe depuis longtemps le concept de syndicalisme rassemblé et considère que l'unité est déterminante pour mobiliser, créer un rapport de forces et faire déboucher les revendications. L'intersyndicale a inscrit le 1^{er} Mai dans un processus de mobilisation comportant en avril des initiatives visant à soutenir les actions engagées et à organiser les solidarités. Les manifestations européennes des 14, 15 et 16 mai dans plusieurs capitales à l'initiative de la Confédération européenne

firment leur rôle dans l'unité

des syndicats (CES), ainsi que celles qui seront décidées lors de la réunion du 27 avril, prolongeront au plan interprofessionnel la mobilisation. Le gouvernement, d'ores et déjà sur la défensive face aux salariés, devra tôt ou tard répondre aux revendications mais le patronat doit lui aussi être contraint à négocier car, souvent, c'est lui qui bloque toute avancée comme sur les salaires. »



« Notre unité est un signe fort de notre détermination »

Jean Grosset, secrétaire général adjoint de l'UNSA

« Après les mobilisations des 29 janvier et 19 mars, nous cherchions un jour qui permette qu'en plus de Français manifestent. C'est une forme de mobilisation qui permet d'associer les salariés quelle que soit leur place dans les entreprises. Elle peut parfaitement fonctionner le 1^{er} mai car c'est un jour payé chômé. Et dans le monde entier, des salariés manifestent le même jour. Cette crise étant mondiale et européenne, cette date s'imposait à nous. Et quand on voit que certaines organi-



Sébastien Vincini, 30 ans, secrétaire de la section de Cintegabelle, militant depuis 2000.

Ce 1^{er} mai est sans doute plus important que les précédents car la crise est en train de détruire le travail. Le capitalisme financier détruit des emplois au lieu de les protéger ou d'en créer. L'entreprise Mollex au nord de Toulouse va fermer pour des raisons financières et non pas économiques. Une bonne partie de la population vit cette situation comme une injustice flagrante car la crise n'est pas liée à une guerre mais aux défaillances de gens qui ont boursicoté. Il faut dénoncer l'immoralité de certains dirigeants. Il faut réinstaurer le rapport de force avec les patrons qui licencient alors qu'ils font des bénéfices. Je vais défiler pour obtenir une revalorisation du travail, qui passe donc par une revalorisation des revenus.

sations dont ce n'est pas la tradition, comme la CFE-CGC ou la CFTC, seront présentes, c'est la preuve que l'attente sociale est grande. Notre unité est un signe fort de notre détermination.

Nous verrons l'effet que la mobilisation unitaire du 1^{er} mai aura eu sur le gouvernement et le patronat. En fonction de cela, il reste de très nombreux outils à réfléchir : un samedi après-midi, d'autres manifestations... Là les syndicats occupent le terrain et prennent



leurs responsabilités. Quand on regarde les sondages, jamais les salariés n'ont accordé autant de crédit aux syndicats. »

« Soulager la détresse en allant à la conquête de nouveaux acquis sociaux »

Gérard Labrune, secrétaire général de la CFE-CGC

« Pour nous, c'est d'autant plus exceptionnel que jamais nous n'avons défilé, de manière unitaire ou non. Pour des raisons de non confusion des genres,



Emmanuel Grégoire, 30 ans, secrétaire de la section de Paris 12, militant depuis 2000.

Le 1^{er} mai est un jour traditionnel de rassemblement, cette année, il ne faut se priver d'aucune raison et d'aucune occasion de manifester. Généralement, la manif du 1^{er} mai se déroule dans un cadre plus festif et moins anxiogène que les autres manifestations. C'est le jour de défense des salariés et de leurs droits. En tant que militant socialiste, je pense qu'il ne faut pas se laisser déborder par le mouvement social et porter en ce jour de réelles revendications politiques, avoir un mot d'ordre. La pétition contre le paquet fiscal est un angle d'attaque politique fort. Le message de l'abrogation du paquet fiscal est, pour moi, celui qu'il faut faire passer. Il faut se donner de la visibilité, entre l'hôpital, l'enseignement supérieur, la crise économique, la défense des libertés et la fiscalité.

les défilés étant souvent plus politisés. Là nous rompons avec cet usage, car la crise est là. On le répète tous les jours et surtout on en voit les effets. Et de plus en plus de violences s'exercent. Nous considérons que le rôle des syndicats est de jouer le rôle de soupe de sûreté pour éviter ces violences, être des vecteurs de communication, d'expression de la douleur et de l'an-goisse des salariés. Compte tenu de ces enjeux, nous avons donc décidé de défiler de manière unitaire. Toutefois, nous le faisons à condition que nos thèmes, slogans portés sur nos banderoles, soient des thèmes syndicaux. Le but de la manœuvre est de dire : il y a des gens dans la détresse, et de montrer au gouvernement que nous restons extrêmement mobilisés pour soulager cette détresse le mieux possible en allant à la conquête de nouveaux acquis sociaux mais aussi pour canaliser le mécontentement, une possibilité d'exprimer légalement cette colère plutôt que de voir des prises d'otage par exemple. Nous nous acharnerons sur la question de l'emploi : on l'a dit 1000 fois déjà, mais nous ne sommes guère écoutés ».

« Faire valoir leurs préoccupations, quand ce n'est pas leur indignation »

Jacques Voisin, président de la CFTC

« Ce 1^{er} mai doit être un temps fort en raison de la crise pour faire valoir leurs préoccupations, quand ce n'est pas leur colère et leur indignation. C'est vrai que ce n'est pas notre culture. Mais la gravité de la situation doit être prise en compte. A la CFTC nous sommes partisans de négociation, et de la médiation d'abord, de la grève ou de la manifestation s'il le faut.



Aujourd'hui, la situation est dangereusement grave. C'est la raison pour laquelle nous sommes complètement impliqués dans l'intersyndicale, et les actions communes comme celle du 1er mai.

Après, on appréciera en fonction du succès de notre mobilisation, des actions ou non du gouvernement, du Medef, de la CGPME, et de toutes les entreprises. Il faut ouvrir le dialogue à nos interlocuteurs patronaux, les grands absents, pour répondre aux conséquences sociales, à la crise que nous vivons. Se mettre autour de la table est devenu réellement indispensable. Plus la crise est difficile, plus il faut se parler. C'est cela qu'il faut enclencher. »

« Nos revendications sont communes »

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO

« Ce 1^{er} mai 2009 ne sera pas un « 1er mai unitaire » mais un 1er mai dans l'unité d'action, ce qui signifie que la démarche pour Force ouvrière est ponctuelle comme elle le fut en 2002 et 2003. C'est le caractère exceptionnel de la situation qui détermine la position de FO. C'est le cas cette année avec la crise du système capitaliste.



Jérôme Dehaynin, 38 ans, secrétaire de la section de Lannoy, militant depuis 1997.

J'irai manifester à trois titres. D'abord comme enseignant, car il y en a marre d'avoir tout et n'importe quoi sans aucune concertation sur ce sujet. L'idéologie derrière les projets du gouvernement est dangereuse car sous prétexte de faire des économies, on nous fabrique une école à deux vitesses, dans laquelle, ceux qui ont les moyens reçoivent une éducation correcte, les autres ont la base et rien de plus. Comme militant PS, c'est important de montrer que je ne lâche pas le morceau et que je continue à défendre nos valeurs et nos idées. On va se battre pour que les gens puissent refaire des courses normalement. C'est bien de faire des plans pour les banques, pour l'automobile mais les gens veulent aussi avoir leur plan de relance. Et puis en tant que syndicaliste à la CFDT, je veux être de ce rassemblement unitaire.



Le 1^{er} mai n'est pas une fin en soi. Pour Force ouvrière – et c'est ce que nous avons proposé lors de la réunion avec les autres organisations syndicales – si le gouvernement ne répond pas, c'est un appel commun à 24 heures de grève franche qui est nécessaire.

Nos revendications sont communes. Au gouvernement et au patronat d'y répondre rapidement par la concertation et la négociation. »



Ingrid Chesneau, 31 ans, secrétaire de la section de Thouaré sur Loire, militante PS depuis 2002.

J'ai participé à la manifestation du mois de janvier et fait grève le 19 mars. Le 1^{er} mai pour moi est la continuité de ces deux mouvements. Il faut continuer à se faire entendre. Mais nous devons nous associer encore plus à cette journée car pour une fois il y a unité de la part de tous les syndicats. Je ne vais pas manifester le 1^{er} mai pour défendre quelque chose. Nous sommes arrivés à un point où il ne s'agit plus de défendre. J'irai pour combattre la politique du gouvernement. Je souhaite un plan de relance plus conséquent, qui s'occupe enfin du pouvoir d'achat. Pour l'instant ce plan a concerné les entreprises, mais s'est très peu occupé des ménages. Alors que ce sont eux qui, en consommant, font que les entreprises peuvent produire. Il faut aujourd'hui s'occuper davantage des gens que des banques. Car à l'heure actuelle, hormis les stocks options, il y a peu de choses qui ont augmenté.

24



« Si le blocage gouvernemental perdure, il faudra accélérer le rythme des mobilisations »

Annick Coupé, porte-parole de Solidaires

« L'unité est l'un des éléments de la réussite des mobilisations. Nous vivons une crise extrêmement grave dont les conséquences sociales sont dramatiques, qui oblige les organisations syndicales, malgré leurs différences, voire leurs divergences, à tra-

vailler ensemble. Ce processus unitaire se complète depuis le mois d'octobre. Il a produit non seulement des appels à la mobilisation, mais aussi une plateforme revendicative : c'est assez exceptionnel. Jusqu'à présent Nicolas Sarkozy et le gouvernement n'ont absolument pas répondu sur les fondamentaux de cette plate-forme. Pourtant dans une période où le chômage explose, continuer à supprimer des dizaines de milliers d'emplois publics est totalement inacceptable. Si au lendemain du 1^{er} mai, ce blocage gouvernemental perdure, ce que nous craignons, il faudra accélérer le rythme des mobilisations. Depuis le début, nous disons qu'il faut un appel clair aux grèves générales, pas seulement sectorielles, mais l'intersyndicale n'a pas suivi sur ce point. »

« C'est la confiance que nous font les salariés qui nous pousse à nous unir »

Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU

« Le choix de défiler dans l'unité est d'abord dû au caractère exceptionnel des circonstances, une crise économique et sociale comme on en a rarement connue, avec des conséquences dramatiques pour les salariés, les chômeurs, les précaires, les jeunes. Et en face une politique qui ne répond abso-



lument pas à cette crise. De plus, c'est la confiance que nous accordent les salariés, pas seulement syndiqués, qui nous poussent à nous unir. Elle s'est exprimée massivement dans les manifestations du 29 janvier et du 19 mars. Et le 1^{er} mai est une date qui s'impose pour poursuivre notre lutte. Mais nous agirons avant. Nous allons multiplier les initiatives dans les entreprises, les secteurs professionnels, les départements, et les localités tout au long du mois d'avril. Ensuite, si ce grand rendez-vous ne change pas l'attitude du gouvernement, nous n'excluons rien à la FSU : depuis la grève interprofessionnelle jusqu'à des mobilisations un jour férié ou un samedi, qui permettent aux salariés mais aussi aux familles, aux jeunes d'être dans la rue. »

« Obtenir de réelles négociations avec le gouvernement et le patronat »

Marcel Grignard, secrétaire national de la CFDT

« Le 1^{er} mai est une date importante pour attirer encore plus de monde dans les manifestations, et agrandir les chances de l'intersyndicale de peser sur les décisions du gouvernement et du patronat. Entre temps et après le 1^{er} mai, nous sommes là pour apporter des solutions aux gens qui perdent leurs emplois, aux salariés qui sont contraints de supporter les baisses de revenus avec le chômage partiel. Nous avons déjà prévu de nous revoir en intersyndicale le 27 avril. À cette occasion, nous parlerons de la mobilisation du 1^{er} mai, mais nous pourrons aussi affiner nos modes d'action si le pouvoir n'a rien fait d'ici là. Par ailleurs, nous serons réunis du 14 au 16 mai suite à l'appel de la confédération européenne



des syndicats. Ça peut paraître loin, mais l'échelle européenne est essentielle pour mieux faire entendre nos revendications et parce que certains secteurs dépassent largement nos frontières. Il faut coûte que coûte chercher à obtenir de réelles négociations avec le gouvernement et le patronat sur l'emploi, les outils d'une sortie de crise pour les TPE et les PME, et une nouvelle gouvernance des entreprises. Les syndicats doivent montrer qu'ils ont un rôle à jouer. »

Propos recueillis par Fanny Costes et Stéphanie Platat



Cécile Jonathan, 35 ans, secrétaire de la section de Tours sud, militante depuis 1988.

Je serai dans la manifestation du 1^{er} mai pour montrer que le parti sait se mobiliser en dehors des élections. C'est l'occasion d'ouvrir le dialogue, l'idéal pour discuter avec les salariés et faire connaître nos propositions comme le plan de relance. Il s'agit aussi de démontrer la stratégie de la droite qui est de s'attaquer à tout, de casser les choses et de mettre en insécurité les gens que ce soient les travailleurs sociaux, les enseignants, les professionnels de la santé et de les monter les uns contre les autres. Elle tente aussi de les acheter avec des mesures comme les heures supplémentaires. Aujourd'hui les gens s'en mordent les doigts. La manifestation est un moyen d'ériger nos mesures, de nous montrer comme une alternative crédible, même si nous ne sommes pas en responsabilité.

Quand audace rime avec solidarité

Face à la crise et au ralentissement de l'économie française, les municipalités socialistes actionnent les leviers dont elles disposent pour amortir le choc et promouvoir des actions favorables au pouvoir d'achat des ménages, à l'insertion professionnelle et à l'activité.

Faire face ! À l'heure où les effets de la crise se font de plus en plus lourdement ressentir sur les ménages, les élus socialistes font feu de tout bois pour amortir le choc et promouvoir des actions favorables aux familles et à l'insertion des jeunes. Effort d'autant plus utile que les collectivités assument 73 % de l'investissement public. Et qu'elles s'emploient à limiter le poids des charges qui pèsent sur leurs épaules, en engageant des politiques audacieuses pour endiguer la chute du pouvoir d'achat.

Audace

La Région Auvergne soutient ainsi plus de 56 000 familles,

chaque année, en visant plus particulièrement les lycéens. Lesquels bénéficient désormais d'une aide moyenne de 58 €, en sus de la distribution gratuite de livres scolaires. 9 000 apprentis perçoivent, pour leur part, une subvention de 600 € allouée à l'hébergement, à la restauration et aux transports, tandis que 12 500 lycéens professionnels se voient attribuer une enveloppe moyenne de 72 €.

Les étudiants ne sont pas en reste : 3 700 d'entre eux disposent ainsi de billets de train U. Dans le même temps, 130 « emplois tremplin » ont été créés, en complément d'un système de bourse alloué aux jeunes espoirs sportifs, pour un montant annuel de 1 000 €,



réparti sur trois années. Touché de plein fouet par la crise, le Conseil général de Haute-Saône vient d'adopter un plan de soutien à l'activité économique de 10 millions d'euros, en complément des 68,6 millions inscrits au budget primitif 2009. Pas question, pour autant, de laisser qui que ce soit sur la touche. Des bourses départementales d'études sont donc réservées aux élèves du Secondaire, fréquentant des établissements publics ou privés et ne bénéficiant pas de bourses nationales. Une enveloppe globale de 32 000 € sera consacrée, dès cette année, à la réalisation du programme.

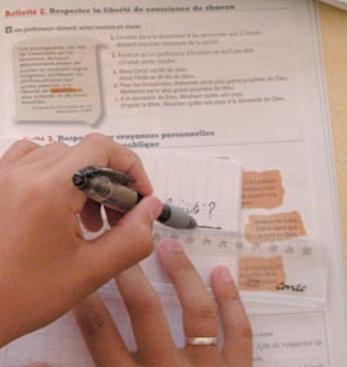
Le département assume également le transport des élèves, de la maternelle à la terminale. Ce, par le biais de services spéciaux qui ne fonctionnent que les jours de classe et un réseau de vingt lignes reliant les principales agglomérations du territoire. Au total, c'est plus de 14 millions d'euros que le Conseil général alloue à la gratuité des

Cap sur l'avenir dans les Côtes d'Armor

Le Conseil général des Côtes d'Armor ne ménage pas sa peine pour fourrir une réponse à la crise, via l'élaboration d'un plan de relance départemental. Cet effort a pris corps dans le soutien accordé aux familles et aux jeunes, à partir d'actions ciblées.

Le réseau de transports interurbains Ti'Bus est basé ainsi sur un système de tarification unique de 2 € par trajet pour faciliter les déplacements à moindre coût. Initié en 2007, il a hérité d'un petit frère, le Ti'Pass, passeport jeunesse mis à la disposition des collégiens pour leur permettre d'accéder à des activités culturelles, sportives ou sociales. Il est doté de dix chèques d'un montant total de 70 €. Enfin, les bourses socio-scolaires, prêts et autres aides à la mobilité complètent l'édifice, avec un budget annuel de plus d'un million d'euros.

B.T.



transports. Les communes ont, elles aussi, pris le pli de la solidarité. À commencer par Issoudun qui a opté pour un dispositif de transport en commun gratuit. Sur les douze derniers mois, plus de 33 000 passagers ont utilisé le TIG (Transport Issoudun gratuit) qui s'est étendu à l'ensemble de la communauté de communes.

Volonté

À Balma (Haute-Garonne, 13 000 hab.), l'opération « Coup de pouce aux familles » permet à 98 % des élèves de déjeuner au moins une fois par semaine à la cantine, sans avoir à débourser le moindre centime. Le reste du temps, les plus modestes s'acquittent d'1,50 € par repas, contre 3 € pour les plus aisés. Coût pour la mairie : 6 € à l'unité. Le cas échéant, les familles dans le besoin peuvent faire appel au CCAS pour accéder à la gratuité..

Bruno Tranchant

La preuve par l'exemple

L'Essonne aux avant-postes



Michel Berson,
président
du conseil
général de
l'Essonne

Solidaires, par-dessus tout ! Le Conseil général de l'Essonne multiplie les initiatives pour secourir les plus nécessiteux. De l'enfance à la protection maternelle, en passant par la prévention et les personnes âgées, les dépenses départementales ont progressé de 67 % entre 2000 et 2008, passant de 209 à 350 millions d'euros. Soit, près de 50 % du budget de fonctionnement hors personnel et hors charges financières. « Nous poursuivons l'action engagée dans le cadre du Schéma départemental de l'enfance et des familles, confie Michel Berson, président de l'exécutif. Le budget de ce secteur sera en hausse de 4 %. En 2009, 373 places seront créées grâce au concours du département ».

Seconde priorité : les personnes âgées. L'actuelle majorité entend poursuivre une politique visant à repenser la place des aînés dans la société et garantir l'autonomie des individus. « Notre engagement dans ce domaine ne cesse de s'affirmer, alors que l'intervention de l'État recule, déplore Michel Berson. Depuis 2002, le financement de l'Aide personnalisée à l'autonomie (APA) est



373 places de crèche seront créées dans l'Essonne en 2009 grâce au concours du département.

passée ainsi de 30 à 20 %. Tant et si bien qu'en 2008 le département n'a perçu, selon nos estimations, que 9 millions d'euros pour une dépense de 43,7 millions ». Le Conseil général n'en prévoit pas moins l'ouverture, en 2011, d'un Établissement d'hébergement pour per-

sonnes âgées dépendantes (EHPAD), confirmant ainsi son engagement dans ce domaine.

Troisième chantier : le handicap. 465 places sont programmées sur l'ensemble de la mandature, dont 140 pour l'année en cours. Dans ce domaine aussi, les efforts sont tangibles. En témoigne la création, en 2008, d'une plate-forme d'accueil mobilité (PAM 91), centre départemental de réservation et de gestion du transport spécialisé qui démontre une volonté commune de lutter contre les désengagements successifs de l'État.

Bruno Tranchant

La solidarité en partage

Les participants du Forum des territoires ont élu domicile à Laval, le 3 avril dernier, pour débattre des effets de la crise. En présence de Marylise Lebranchu et Jean-Louis Bianco, les édiles socialistes ont fait valoir leur expérience et marqué leur préférence pour une politique sociale et solidaire.

A près Paris, Laval. Érigée en ville étape du Forum des territoires, la préfecture de la Mayenne accueillait, le 3 avril dernier, un panel d'élus venus des quatre coins de l'Hexagone pour confronter leurs points de vue sur les réponses apportées par les exécutifs socialistes à la crise. D'unité, il a beaucoup été question au cours de cette journée. Pour démontrer, d'abord, la volonté d'un parti à émettre des idées communes. Mille emplois sont appelés à passer à la trappe en Ille-et-Vilaine avec la fermeture d'un régiment et la disparition de l'équipementier automobile Valéo. Et c'est toute l'économie locale qui vacille. « Nous devons imaginer d'autres possibles », suggère Guillaume Garot, député maire de Laval. Il nous faut défendre une gauche « modeste, certes, mais ambitieuse », renchérit Jean-Louis Bianco. Et prête à défendre coûte que coûte l'économie et l'emploi, en

souscrivant des avances remboursables à taux zéro ou en facilitant des fonds de capitaux à risque et de garantie. Tous les leviers doivent être actionnés pour défendre chômeurs et employés, estime Pierre de Saintignon, premier adjoint au maire de Lille et vice-président de la Région Nord-Pas-de-Calais. « C'est dans la crise que nous devons préparer le rebond, insiste-t-il. D'où notre volonté d'engager les salariés dans un parcours de formation et de préparer une alternative crédible au chômage partiel ». En écho, Patrick Massot, rapporteur général du Budget au sein du Conseil régional de Bretagne, souligne l'importance des contrats de projet et de plan pour combattre la crise qui affecte le secteur automobile sur le bassin rennais. En quatre ans, les effectifs du groupe PSA sont passés ainsi de 10 000 à 6 000 unités. Ce qui a conduit les élus à créer un fonds départemental mutualisé géré par l'Agence économique départementale d'Ille-et-Vilaine. Histoire « d'insuffler de l'économie dans nos territoires », précise Patrick Massot.

Activisme

Préoccupations partagées par la région voisine des Pays de la Loire qui a mis en œuvre un Contrat de territoire unique (CTU), fruit d'une volonté et

d'une méthode de travail collective. La volonté, c'est celle des élus de laisser les collectivités décider librement de leurs projets. La méthode, c'est la primauté donnée à la concertation. « Le CTU illustre une certaine conception de l'aménagement du territoire, qui veut coller aux besoins de ceux qui y vivent, en prenant en compte toutes les dimensions du développement durable », résume Sylviane Bulleau, vice-présidente du Conseil régional. Montant de l'opération : 250 millions d'euros, sur une durée de trois ans, pour donner corps à une politique bâtie autour des services à la personne, de l'économie et de l'environnement.

Cap sur les Alpes-de-Haute-Provence où Jean-Louis Bianco et son équipe ont misé sur la baisse des droits de mutation pour doper l'investissement, sans pour autant rogner sur la dépense publique. Le Conseil général a d'ailleurs lancé un Pacte triennal pour l'emploi et s'efforce, dès lors que la situation le permet, de jouer le rôle de « facilitateur » par le biais d'un forum dont l'activisme n'est plus à démontrer. À ce jour, 600 postes ont été pourvus.

Difficile, pourtant, de collaborer avec les municipalités de l'autre bord... « Sur les grands dossiers, nous devons intégrer nos propres conditions et faire valoir le point de vue de la

Jean-Louis Bianco, entouré d'élus locaux. En médaillon, Marylise Lebranchu, le 3 avril dernier à Laval.



gauche », estime Guillaume Garot. « En Bretagne, l'Établissement public foncier n'a pas vu le jour en raison du veto imposé par Pierre Méhaignerie, tempère Marylise Lebranchu, députée du Finistère. Raison de plus pour affirmer nos différences et échanger nos expériences ! »

Solidarité

L'exercice s'est révélé payant en Ille-et-Vilaine où les élus ont été invités à contrôler leurs dépenses au centime

près et à reporter la construction d'équipements structurants pour combler un manque à gagner de 90 millions d'euros. Ce, pour venir en aide aux plus démunis et agir en faveur de l'insertion. « Une opération de revitalisation industrielle a même été lancée, en liaison avec le Conseil régional et Rennes Métropole », confie Jean Normand, vice-président du Conseil général.

D'autres initiatives ont été menées en direction des industriels, avec l'adoption, le 2 février dernier, d'une subvention de 75 000 euros pour la société Polyecim composites de Trignac, dans le cadre du Fonds d'intervention territorial (FIT) mis en place par les Pays de la Loire. Exemple, parmi d'autres, d'une politique de soutien au tissu local.

En bonne élève, l'agglomération de Laval a mis à profit une légère hausse de la taxe professionnelle (+ 5 %) pour booster les entreprises du cru.

La défense de l'économie sociale et solidaire est une caractéristique de la gauche, martèlent les intervenants. Le Parti a longtemps négligé cette alternative, dont l'efficacité n'est pourtant plus à démontrer. Elle représente d'ailleurs 10 à 12 % de la richesse produite. Et revêt une importance particulière à l'heure où l'ultralibéralisme sévit de toutes parts. « Il nous appartient d'affirmer notre présence en donnant du contenu à nos politiques, prévient Marylise Lebranchu. Chaque marche du forum doit nous conforter dans ce sens ».

Bruno Tranchant

- Dans le cadre de la campagne de promotion du plan de relance initié par le Parti socialiste, la fédération socialiste de Haute-Marne avance ses propres propositions pour agir efficacement contre la crise.

Unis contre la crise

Quatre conseillers généraux socialistes dans un département sur le déclin, des villes dirigées de main de fer par la droite, l'élection, en 2007, de Luc Châtel à Chaumont... C'est peu dire que la Haute-Marne est sous l'emprise de l'UMP. « Une nouvelle voix doit s'exprimer dans le concert bleu et monocolor de ce département, porteuse d'espoir, estime Éric Loiselet, Premier secrétaire fédéral. Nous devons être des opposants convaincus et convaincants en formulant des propositions à même de séduire des élus dont la sensibilité est proche de la nôtre ». Et cette voix passe par la fédération socialiste. Avec l'objectif de montrer la capacité des édiles socialistes à contenir les effets de la crise et de poser les fondements d'une alternative crédible.

Aide à la population

- Elle a couché sur le papier douze propositions, et non des moindres, pour « Agir vraiment contre la crise en Haute-Marne » et fournir une réponse forte aux politiques menées par les barons de l'UMP sur un territoire à

dominante rurale. Six visent clairement à venir en aide aux personnes dont la situation ne cesse de se dégrader : gel ou baisse de moitié des tarifs de différentes prestations, gratuité des transports scolaires et des lignes départementales, sous certaines conditions, aides au chauffage, gel des loyers HLM et création d'un fond de garantie « Habitat » pour les

la crise : création d'un fond de garantie départemental, en complément du fond régional, mise en œuvre d'un prêt permettant aux petites entreprises de structurer leurs besoins en fond de roulement, en leur assurant un meilleur accès aux financements à moyen terme, création d'une plate-forme de financement en fonds propres pour améliorer le financement des entreprises, dans une fourchette de 20 000 à 100 000 €, augmentation des taux de subvention aux collectivités locales de base pour 2009 et 2010, mise en place d'un comité départemental d'ingénierie de projet pour accélérer le montage des dossiers structurants ou relancer les projets d'infrastructures, soutien accru aux projets territoriaux. « Il appartient au Conseil général de prendre l'initiative d'un comité de crise, pluraliste, pour faire face, ensemble - département et communes - à la crise qui nous frappe, conclut Éric Loiselet. À charge pour l'actuelle majorité de mettre de côté les barrières qui freinent la solidarité ».

Bruno Tranchant



ménages aux revenus modestes ayant accédé à la propriété ou en passe de le faire, mesures d'aide à l'emploi dans le secteur de l'économie sociale, mise en place du « contrat de transition professionnelle » sur toute la Haute-Marne et d'une cellule de crise pour suivre la situation des entreprises et coordonner les actions d'accompagnement.

Six autres propositions ont été formulées pour aider les TPE et PME à passer le cap de

Howard Dean : un Américain à Paris

Le week-end du 4 avril, Howard Dean était à Paris, aux côtés des socialistes français. Président sortant du Parti démocrate (2004-2009), et candidat déchu à l'investiture démocrate face à John Kerry en 2004, Howard Dean est considéré comme le précurseur

et l'architecte de la victoire de Barack Obama. Lors d'une rencontre avec les candidats aux élections européennes, puis lors d'un débat organisé par la fondation progressiste Terra nova, le leader américain est revenu sur les clefs de la victoire de l'élection présidentielle américaine.

« Nous avons tiré beaucoup d'enseignements de cette rencontre, notamment la nécessaire capacité de donner de la transparence à l'action pour que les militants soient en prise avec nos campagnes électorales » évoquait Jean-Christophe Cambadélis, directeur de campagne des européennes, à l'issue de ces rencontres.

Question d'État

La Fondation Jean-Jaurès publie un nouvel essai, *L'État prévoyant. Quelles origines, quelles significations ?*, sous la plume de la sociologue, Dominique Méda.

Cette spécialiste des questions sociales et de l'emploi retrace la généalogie d'un concept qui a pénétré la plupart des courants de pensée de la gauche européenne et française et ouvre un débat capital sur les moyens de construire ce nouvel « État prévoyant », qui protège les plus vulnérables dont notre monde a un urgent besoin.

Dominique Méda, *L'État prévoyant*, Fondation Jean Jaurès, 2009, 66 pages, 4 €



L'épopée socialiste dans les kiosques

Le magazine *Historia* consacre un numéro spécial à la saga socialiste, sur le thème : « Des utopistes fondateurs... aux



enfants perdus de Jaurès ». Spécialistes et historiens passent au peigne fin plus d'un siècle et demi de récits épiques. Alain Bergounioux revient, en particulier, sur l'apport de Marx et Engels à notre corps de doctrine. Gilles Candar se penche sur la scission qui a suivi le Congrès de Tours, en 1920, tandis que Denis Lefebvre, rédacteur en chef de l'*OURS*, analyse la période qui suit la Commune de Paris (1871) jusqu'à la naissance de la SFIO, en 1905. À lire, enfin, un entretien original avec Poul Nyrup Rasmussen, président du Parti socialiste européen (PSE).

Historia, numéro spécial, 5,90 €. En vente en kiosques.

Le MJS se lance dans la bataille du net pour les Européennes

Le Mouvement des jeunes socialistes (MJS) invite militants et sympathisants à visionner sa vidéo « voulez-vous vivre dans l'Europe de ses amis ? »⁽ⁱ⁾ « À prendre au second degré mais pas à la légère, cette parodie est un moyen militant d'alerter les jeunes sur la nécessité de choisir, à l'occasion des Européennes, entre la continuité des politiques libérales menées par Sarkozy et ses amis européens ou la volonté d'ouvrir la voie à un vrai changement pour une Europe à gauche », résument les intéressés.

(i) <http://www.europe.mjsfrance.org>

Europe libérale
crise énergétique
plans sociaux
paquet fiscal...

Sarkozy-Barroso
STOP !



**changeons
maintenant!**



People first

Parti socialiste européen

www.changerl'europe.fr

Citoyens d'abord



Parti socialiste

PS/090



Pour la justice sociale, pour la relance, abrogeons le paquet fiscal

La France traverse la plus grave crise économique et sociale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Loin de prendre la mesure de la situation, le gouvernement n'a toujours pas adopté le plan de relance dont notre pays a besoin.

Le paquet fiscal adopté par la majorité UMP-Nouveau Centre dès le mois de juillet 2007 est une mesure profondément injuste qui accentue les inégalités en protégeant les plus fortunés des Français. Sa suppression permettrait de dégager 15 milliards d'euros par an et de mener une vraie politique pour améliorer le quotidien des Françaises et des Français et sortir la France de la crise.

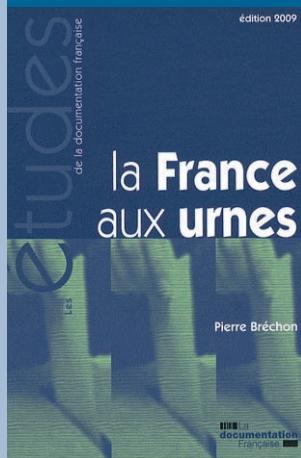
Grâce au bouclier fiscal, en 2008, année de déclenchement de la crise, 834 contribuables disposant d'un patrimoine supérieur à 15 millions d'euros ont, chacun, perçu un chèque de l'Etat de 368 000 euros ! La Grande-Bretagne ou les États-Unis ont décidé de faire contribuer les plus riches à lutter contre la crise ; en France l'UMP s'accroche désespérément à son bouclier fiscal et s'enfonce dans l'inaction.

C'est pourquoi, je demande la suppression du paquet fiscal et du bouclier fiscal.

Nous sommes tenus par un engagement de confidentialité qui prévoit l'interdiction de divulguer vos informations personnelles.

**PÉTITION À RENVOYER AU PARTI SOCIALISTE,
10, RUE DE SOLFERINO 75333 - PARIS CEDEX 07
TÉLÉCHARGEABLE SUR WWW.PARTI-SOCIALISTE.FR**

LIVRES

**60 ans d'histoire électorale**

34

La documentation française livre une édition revue et augmentée de l'ouvrage de Pierre Bréchon consacré à soixante années d'histoire électorale. De la première assemblée constituante d'octobre 1945 jusqu'aux

municipales de mars 2008, l'auteur se livre ici à un décryptage minutieux du langage des urnes. Lequel exprime, qu'on le veuille ou non, les clivages et conflits d'une société au fil des scrutins.

Au-delà des chiffres, ce professeur de sciences politiques nous donne les clés pour saisir les contours de l'histoire électorale du pays, à l'aide d'outils sociologiques et géographiques indispensables pour mieux appréhender les rapports de force qui s'expriment au gré des territoires et des époques. Une mise en perspective particulièrement instructive des transformations qui affectent la société française.

B.T.

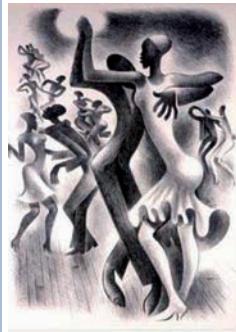
Pierre Bréchon, *La France aux urnes*, La documentation française, édition 2009, 316 pages, 19,50 €.

Le socialisme revisité

Le socialisme est-il soluble dans le libéralisme? Au-delà de cette provocation sémantique, il faut se replonger dans la lecture de l'unique ouvrage de Carlo Rosselli (1899-1937), adepte d'un «nouveau socialisme», et assassiné en France par l'organisation d'extrême droite, La Cagoule, pour se convaincre du bien-fondé du combat mené par ce militant infatigable de la cause antifasciste.

Nourri à la fois du républicanisme et du socialisme italien, de la social-démocratie allemande et de l'anarchisme catalan, il a rédigé ce livre en déportation, à Lipari, entre 1928 et 1929. Il y défend le principe d'un renouveau doctrinal associant le combat pour les libertés et l'exigence de justice sociale. Et se dit convaincu par

EXPO



Le siècle du jazz, exposition au musée du quai Branly, du 17 mars au 28 juin 2009.

Le Siècle du Jazz

Exposition temporaire

Galerie Jardin

Du 10 mars au 28 juin 2009

*musée du quai Branly
SAISONNEMENT LES CULTURES

s'articule en une multitudes de recoins à découvrir. Chaque phase du jazz nous offre sa

Jazz au musée

Parcours chronologique en 10 étapes, l'exposition *Le siècle du jazz*, au musée du quai Branly,

farandole d'objets graphiques, plastiques et cinématographiques. Telle la brocante rêvée du jazzman et de ses acolytes, le siècle du jazz déploie affiches, pochettes, livres, photos et tableaux. Dès 1917, le jazz démarre son épopée. Tour à tour, il est le vecteur d'intégration et de communication des noirs américains, vecteur de partage entre noirs et blancs et

CARLO ROSELLI

SOCIALISME LIBÉRAL

Présentation de Serge Audier



la nécessité de redonner au socialisme sa fraîcheur initiale qu'il se plaît à assimiler au libéralisme. Non pas tant celui que nous connaissons, cause d'inégalités multiples, mais celui qui a pris progressivement en charge des préoccupations sociales, au profit des libertés et de l'autonomie.

B.T.

Carlo Rosselli, *Socialisme libéral*, traduction et présentation de Serge Audier, Le Bord de l'Eau, 2009, 527 pages, 22 €.

vecteur du «black power». Destituant les clichés au gré de sa diffusion, le jazz, plus qu'une musique, est un moyen d'expression. La liberté est à la fois la technique et le but d'un son enivrant. Une manière de vivre, d'expérimenter sans cesse, où assemblages et rencontres créent rythmes et harmonies.

C.C.

FILM

Voyage au cœur de Katanga

Après *Mobutu, Roi du Zaïre* et *Congo River*, Thierry Michel se penche dans son dernier documentaire *Katanga Business* sur la situation politique, économique et sociale du Katanga. Région de la République Démocratique du Congo, cette dernière est l'une des zones les plus riches du globe en ressources minières. Redécouverte aujourd'hui après la chute de Mobutu, elle est investie par les nombreuses multinationales, Etats émergents et sociétés privées qui tentent d'en extraire les richesses au meilleur prix. Face à ce processus financier et industriel, les travailleurs légaux et les «creuseurs artisanaux», ces dizaines de milliers de mineurs de fortune, refusent autant qu'ils le peuvent, de se laisser déposséder. Ce film, qui se présente comme une mosaïque de destins au confluent de rapports de forces et d'intérêts entremêlés, a pour principale qualité de dégager une véritable parabole des enjeux de la mondialisation dans le continent africain sans pour autant employer une pensée simple ou manichéenne.

J.P.

Katanga Business, un film de Thierry Michel, 2 h. Sortie le 15 avril.

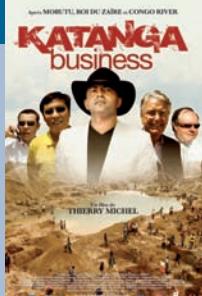


Exils solitaires

Quatre parcours. Celui d'un père kurde et de son fils terrés dans un camion de marchandise pour atteindre l'Angleterre promise. Celui d'un cadre d'une entreprise qui délocalise. Un homme soumis à une stratégie qui ne lui ressemble pas. Celui d'une jeune étudiante qui, à travers sa caméra, capte les regards, les sourires d'hommes et de femmes pauvres dont leur force l'étonne. Avec *Nulle part, terre promise*, Emmanuelle Finkiel tente de retracer le parcours solitaire de ces exilés du 21e siècle. Des parcours empreints de violences. Des gens qui ne se croisent que subrepticement comme le triste message d'une libre circulation où les hommes n'auraient plus de visages. Reste que la quasi absence de dialogues et la monotonie des personnages gêne l'attention du spectateur. La réalisation est belle, certaines images frappantes. Trop ambitieux certainement. Le sens du film nous échappe souvent.

F.C.

Nulle part, terre promise, film d'Emmanuel Finkiel avec Elsa Amiel, Haci Aslan, Nicolas Wanczycki, en salle depuis le 1er avril, 1 h 35.





En panne de travail

36

Bienvue dans le monde absurde de Pôle Emploi. Nicolas Liot, au chômage depuis le début de l'année, a pu expérimenter le système ubuesque. Venu de la filière automobile, il s'est vu proposer un poste de gardien de la paix. À tout juste 28 ans, le jeune homme sait pertinemment qu'il ne peut s'offrir le luxe de refuser un emploi. À condition que celui-ci corresponde un tant soit peu à ses compétences. Intérimaire chez Visteon, un sous-traitant de Renault, il était chargé de vérifier, en fin de chaîne, la validité des planches de bords pour camion. Il fait désormais partie de la cohorte de chômeurs qui ne cesse de grossir : 90 000 nouveaux demandeurs d'emploi en janvier, presque autant le mois suivant.

Nicolas Liot a grandi à Lisieux avant de s'installer à Caen. Un BEP productique mécanique en poche, le jeune Normand passe son bac STI (technologique), puis entreprend un BTS. L'été, il décroche un job étudiant chez Oberthur, un fabricant de cartes à puce, où il apprécie « la polyvalence de ses tâches ». Pourtant, le contexte difficile, déjà en 2007, ne lui permet pas de se faire embaucher. Il assiste alors, pendant un temps, la députée socialiste du Calvados Laurence Dumont, puis décroche un CDD chez Visteon, en intérim. Un poste qui lui permet de mettre à profit ses compétences techniques. Mais quelques mois plus tard, Renault commence à réduire peu à peu la



Nicolas fait désormais partie de la cohorte de chômeurs

production et les intérimaires sont les premiers à en faire les frais. Pourtant, Nicolas s'accroche. Il aime son métier. Mais au fil des mois, le boulot se réduit comme peau de chagrin jusqu'au jour où on lui signifie que son contrat ne sera pas renouvelé.

Sur la touche, Nicolas Liot ne se décourage pas. Il sait que la période s'annonce rude pour tout le monde. Pire encore dans le secteur automobile. Pour lui, le plus dur serait de rester inactif. Alors, il met toute son ardeur à mener à bien sa mission d'adjoint au maire chargé de la communication, de la citoyenneté et de la médiation à Fleury-sur-Orne. La commune ne compte que 4 000 habitants, mais membre de l'intercommunalité de Caen, elle pourrait bien connaître une expansion significative ces prochaines années. Ses nombreux terrains doivent accueillir des grandes surfaces, notamment un magasin Ikea. « Être élu, c'est une grande fierté, reconnaît-il. Ici, il y a en permanence des choses à faire, des personnes à écouter. Nous sommes un peu l'Eldorado de l'agglo, les projets s'accumulent et nous devons être au niveau de cette dynamique. » Nicolas Liot se dédouble donc pour concilier sa recherche d'emploi et sa vie de citoyen engagé. Une polyvalence payante puisque son mandat lui a donné goût à l'infographie. Il souhaite se lancer dans une formation. Plus dans ses cordes que gardien de la paix.

Ariane Vincent